

# 16 Quel devenir ?

**Q**uel devenir ? Notre propos dans l'espace qui nous est imparti n'est évidemment pas de répondre à une question qui relève de la futurologie, une science passablement inexacte. Aussi nous contenterons-nous, dans le cadre de ce fascicule, de fournir au lecteur un certain nombre d'éléments susceptibles d'éclairer sa réflexion. En dressant le bilan de vingt-cinq ans d'histoire, en analysant dans ce contexte quelques problèmes qui engagent le devenir de la société et en exposant très brièvement quels sont les projets de société et de développement qui pourraient servir de cadre de références à la solution de ces problèmes. Il va de soi que ces projets procèdent d'une certaine vision et d'une certaine analyse de la réalité ; une réalité de plus en plus vécue au quotidien dans le premier cas (projet moderniste), une réalité rêvée dans le second (projet culturaliste), une réalité en train de disparaître (projet dit de la "troisième voie"). Il va de soi, l'histoire étant très largement imprévisible, que le devenir de la Polynésie n'est pas inscrit dans l'un ou l'autre de ces projets, mais dans l'un et l'autre...

## Vingt-cinq ans d'histoire, un bilan

En une vingtaine d'années, l'activité des artificiers du C.E.P., tout en suscitant dans les opinions "locale" et "régionale" une réprobation de plus en plus vive, est à l'origine d'une croissance exceptionnelle inséparable d'un bouleversement profond et durable du paysage économique et social. Une conjoncture évolutive qui va aviver les tensions politiques, relancer le débat sur les institutions et aboutir en la matière dans les années 1980 à des changements significatifs qui ne sont sans doute pas définitifs.

## Un processus de transformation

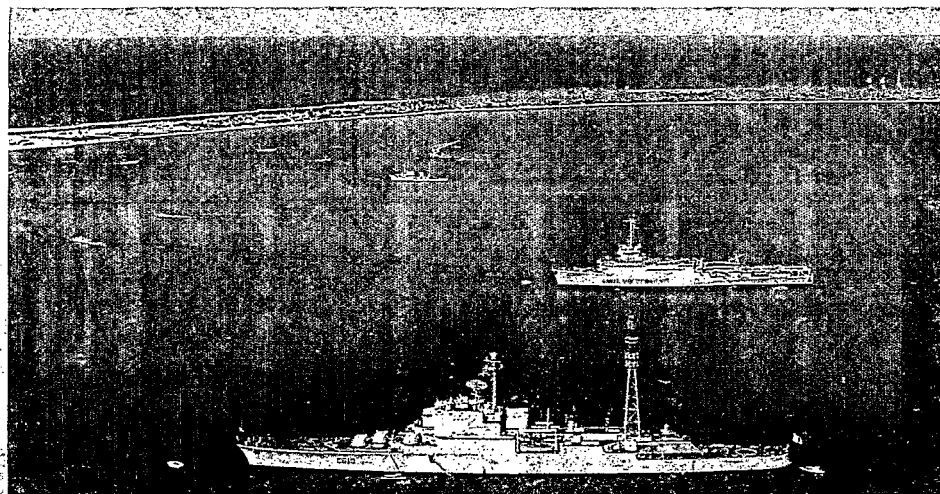
Par les effets induits de ses activités, le C.E.P. a enclenché tout un processus de transformation des structures économiques et sociales que l'on peut décrire très brièvement de la façon suivante (voir volume 8, chap. 2).

En achetant à l'extérieur, pour leurs besoins propres, des quantités considérables de biens d'équipement, le C.E.P. et le C.E.A. vont provoquer une augmentation massive des importations. Une croissance qui, en contrepartie, va alimenter les recettes fiscales du budget du Territoire qui (avec l'aide de l'État) va se lancer dans une politique de développement des équipements collectifs de caractère économique (communications) et

social (habitat, santé, loisirs).

En recrutant une abondante main-d'œuvre et en distribuant des revenus beaucoup plus élevés que les maigres ressources procurées par le secteur primaire, le C.E.P. et le C.E.A. vont accélérer l'exode rural et convertir durablement au salariat de nombreux agriculteurs-pêcheurs qui s'installent à Tahiti où les conditions et modes de vie sont complètement modifiés.

En faisant venir de Métropole une abondante population militaire et civile, rejointe ultérieurement par d'autres *popa'a* (dont un millier de "Caldoches") attirés par la perspective de "faire des affaires", l'entreprise atomique est à l'origine d'une part d'un boom de l'immobilier suscité par la demande massive de logements, boom qui se traduit à la fois par la multiplication des sorties d'indivision, une spéculation foncière effrénée et un très rapide essor de la construction entraînant un essor très rapide du secteur bâtiment-travaux publics ; d'autre part, d'un achat massif à l'extérieur du Territoire de produits de consommation (denrées alimentaires, automobiles...), autant d'importations dont profitent les importateurs, les commerçants et bien entendu le Territoire par l'intermédiaire des impôts indirects... ; et enfin d'un développement rapide des besoins en matière de services privés (professions libérales, banques, loisirs...) et de services publics (éducation,



Le port, symbole de la dépendance et des problèmes sociaux que connaît aujourd'hui le Territoire (voir pp. 110-111). Entre 1960 et 1985, les importations ont été multipliées, en valeur, par 55.

A gauche : Le lagon de Moruroa. L'entreprise nucléaire, par le caractère massif des moyens techniques et financiers que son implantation et son fonctionnement ont nécessité, a été le moteur initial du processus de

transformation qui a bouleversé le paysage économique, social et politique de la Polynésie.

Ci-dessus : L'habitat insalubre dans les années 1950 à Papeete. Cette photographie, extraite du Rapport de l'urbaniste R. Auzelle, montre bien que le C.E.P. n'a pas créé les problèmes sociaux dans le Territoire. En revanche, il a très largement contribué à les aggraver (voir pp. 33-35).

santé, transports...), le Territoire recrutant de plus en plus de fonctionnaires qui vont être pris progressivement en charge par l'État.

### Croissance et dépendance

Tout ce processus traduit une croissance exceptionnelle générée par l'État qui, tout en dotant le Territoire d'un niveau de vie globalement élevé grâce à l'assistance de la Métropole, est à l'origine de la création de toute une série de déséquilibres.

Une croissance en effet exceptionnelle : entre 1962 et 1983, le P.I.B. est passé de 5 041 à 168 000 millions de francs C.F.P. et le P.I.B. par habitant de 59 600 à 992 000 francs C.F.P. Ils ont donc été respectivement multipliés par 33 et par 17. En valeur absolue, sans situer la Polynésie française à la hauteur de la Métropole (1 190 000 francs C.F.P.), le P.I.B. par habitant enregistré en 1982 place le Territoire dans le peloton de tête des pays "développés", loin devant le groupe formé par les petits États indépendants du Pacifique.

La Polynésie française est donc globalement un pays "riche", mais on ne saurait oublier que cette croissance est liée à une augmentation massive des dépenses publiques militaires et civiles, celles de l'État comme celles du Territoire (voir volume 8, pp. 27-30), des dépenses qui sont très largement couvertes par des transferts de fonds métropolitains.

Dans ce contexte, elle ne fait que souligner le caractère totalement dépendant et artificiel d'une économie qui se développe en générant un certain nombre de déséquilibres dans tous les domaines de la vie sociale.

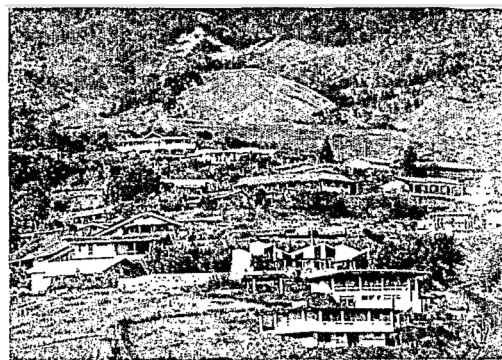
### Déséquilibres quantitatifs

En raison de l'exode rural des Polynésiens et de l'installation de nombreux *papa'a* venus de Métropole ou de Nouvelle-Calédonie (ils représentent 11,5% de la population en 1983, contre moins de 5% en 1962), la part de Tahiti dans la population globale ne cesse d'augmenter tout au long de la période : elle passe de 54% en 1962 à 61% en 1971 et 69% en 1983. Dès 1967, 80% des habitants de l'île vivent dans l'agglomération de Papeete. Cet exode rural s'est évidemment accompagné du déclin et de la marginalisation du secteur primaire de l'économie qui n'a pas encore vraiment réussi à se reconverter, qu'il s'agisse de répondre à la demande du marché intérieur - le tonnage des importations de produits alimentaires (voir pp. 112-113) est en augmentation - ou qu'il s'agisse de conquérir localement ou à l'exportation de nouveaux marchés : en 1987, 28% seulement des lots de perles proposés à la vente par le G.I.E. Poe Rava Nui ont trouvé preneurs.

Ce déclin du secteur primaire ne s'est pas accompagné d'un développement significatif des autres activités productives, notamment de l'industrie, le commerce et les services impulsés par les dépenses de l'administration (voir volume 8, p. 121) continuant à tenir une place prépondérante dans l'économie du Territoire.

### Changements qualitatifs

Avec les mutations démographiques et économiques qui ont entraîné le développement de l'urbanisation et du salariat, de



La revendication indépendantiste n'a encore jamais débouché sur la violence physique, exception faite des "affaires" qui ont marqué le lendemain de l'obtention du statut d'autonomie de gestion (assassinat de M. d'Anglejan, tentative de plasticage de la poste, mutinerie de la prison...).

Ci-dessus : Les différents types d'habitat (lotissements résidentiels ou "bidonvilles") matérialisent les inégalités qui se sont développées depuis 30 ans. Et il est justifié, en dehors de toute référence statutaire, que l'on demande à l'État, ici en la personne de B. Pons, de prendre en charge la résorption de l'habitat insalubre.

La diffusion de la consommation a connu plusieurs étapes. Une première a vu la création dans les îles les plus reculées de magasins analogues aux anciens "chinois"

existant à Tahiti. Une seconde, récente, a été pour l'île de Tahiti celle de la consommation de masse, par la création d'hypermarchés.



nouveaux rapports sociaux se sont progressivement constitués. En milieu urbain bien entendu, car dans le monde rural l'ancienne stratification sociale qui est liée au maintien de certaines formes d'activité économique (voir volume 8, pp. 9-15) perdure. Ces rapports traduisent la formation, encore inachevée, d'une société territoriale "moderne" où s'opposent globalement, non sans de multiples contradictions internes : d'une part, une bourgeoisie hétérogène (patrons, commerçants, fonctionnaires...) où se fondent progressivement des individus appartenant aux catégories socio-culturelles *popa'a*, demies et chinoises qui ont le plus "profité" de la distribution de la manne atomique ; d'autre part, le peuple polynésien qui, en dépit de son niveau de vie relativement élevé conforté par l'étendue de la couverture sociale (voir pp. 25-27) dont il bénéficie, est de plus en plus conscient des inégalités dont il est victime. Une prise de conscience qui contribue depuis quelques années à la radicalisation de la vie politique.

### Vers l'indépendance

Avec la montée en puissance du Tavini Huiratira d'Oscar Temaru, dont le développement est inséparable de l'émergence d'un mouvement culturaliste (voir pp. 116-120) qui apparaît dans les années 1970 (retour de Métropole des jeunes étudiants), on assiste

depuis quelques années à une radicalisation de plus en plus vive de la vie politique de ce Territoire. Une vie politique qui depuis une trentaine d'années a toujours été extrêmement agitée, mais qui, si l'on excepte la création des communes en 1971 (voir volume 8, p. 52) n'a pas connu d'événement important pendant la période qui court entre l'installation du C.E.P. et les années 1975-1977. Tout simplement parce que les partis politiques qui revendiquent l'autonomie interne tout en réclamant le départ du C.E.P. dont ils dénoncent le caractère polluant sur un plan sanitaire comme sur un plan moral, se heurtent à l'intransigeance du pouvoir central qui considère à l'époque - il a modifié depuis ses batteries - que l'autonomie est l'anti-chambre de l'indépendance et que l'indépendance signifie le départ du C.E.P.

Une situation qui va se débloquer quand, de guerre lasse, les protagonistes, après une série de péripéties qui ont défrayé la chronique locale dans les années 1975-1977, vont conclure un compromis : le 1er juin 1975, le C.E.P. procède à son premier tir souterrain ; le 13 juillet 1977, le Territoire est doté d'un statut d'"autonomie de gestion" (voir volume 8, p. 44) qui précise, détail important, que "l'aide technique et financière" revêt désormais une forme contractuelle... La manne qui transitait par les militaires qui ont réduit leurs besoins en abandonnant leurs essais dans l'atmosphère, va désormais prendre la forme

de crédits civils plus "propres"... et en augmentation (voir volume 8, p. 30).

Les événements vont ensuite se précipiter. Le Tahoera'a, qui jusqu'alors avait été un adversaire déterminé de l'autonomie, va devenir super-autonomiste en 1980, écarté du pouvoir le Front Uni en 1982 et engager une dure négociation avec le pouvoir socialiste qui va lui accorder en 1984 (voir volume 8, p. 46) un véritable statut d'autonomie interne. L'accession au pouvoir d'un parti qui est résolument partisan de la présence du C.E.P. et la défaite du Front Uni qui s'est usé au pouvoir (voir volume 8, p. 118) et a perdu beaucoup de son aura en acceptant le fait nucléaire vont sans doute contribuer au développement du mouvement indépendantiste à compter des années 1975. Un mouvement indépendantiste relativement modéré avec le Ia Mana pour qui l'indépendance acquise selon les voies de la démocratie est inséparable d'une transformation des rapports sociaux ; un mouvement indépendantiste dur avec le Tavini Huiratira d'O. Temaru, pour qui l'indépendance est un préalable à la résurrection de la société *ma'ohi* (voir pp. 132-133).

### La signification d'une évolution

Si l'on examine la situation politique et la stratégie des partis à la lumière de la situation socio-économique créée par le C.E.P., on peut constater plusieurs choses.

D'une part que le C.E.P., en raison de la nature "polluante" de ses activités qui a placé le gouvernement central dans une position de plus en plus inconfortable, a été pour les autonomistes du Front Uni un élément décisif des changements institutionnels et de la conquête du pouvoir local en 1977.

D'autre part que le parti gaulliste local, hostile jusqu'alors à l'autonomie interne, est devenu super-autonomiste en 1980, à partir du moment où une telle conversion a constitué pour lui la condition de la conquête du pouvoir.

Enfin, que cette évolution de la situation statutaire en faveur des représentants de la nouvelle bourgeoisie a bien entendu contribué au développement du mouvement indépendantiste qui recrute ses troupes dans l'intelligentsia appartenant au mouvement culturaliste et dans le prolétariat en formation dans les bidonvilles de l'agglomération urbaine de Papeete.

Au nom de la raison d'État, le pouvoir central, après bien des péripéties, a fini par conclure un mariage d'intérêt avec le pouvoir local. La manne en provenance de la Métropole va donc continuer à arroser le Territoire, au moins tant que le C.E.P., qui n'est pas éternel, maintiendra son activité. Pour combien de temps ? Suffisamment sans doute pour développer au sein de la formation sociale territoriale des éléments de déstabilisation de plus en plus apparents (voir pp. 110-111) qui peuvent conduire à terme la Polynésie française sur les chemins d'une indépendance mal préparée ou confisquée par les héritiers locaux de la "société typiquement coloniale" qui, dans les années 1960, a su s'opposer au projet pouvaniste.

Le secteur de l'automobile, qui emploie 2 000 personnes et représente une part non négligeable du budget du Territoire" (Les Nouvelles du 22 octobre 1987), est le plus apparent symbole de la société de consommation.



# ENCYCLOPEDIE DE LA POLYNESIE

## vivre en Polynésie 2

Ce neuvième volume de l'Encyclopédie de la Polynésie a été réalisé sous la direction de

**François Ravault,**

Docteur de 3e cycle en Géographie, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

avec la collaboration de : **Jacques Bonvalot**, Docteur de 3e cycle, Directeur de recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

**Marc Cizeron**, Diplômé d'État du Service social, Assistant social au Service des Affaires sociales,

**Karin Daussat**, Licenciée en Sciences humaines (Sociologie), Enseignante, **François Merceron**, Agrégé de l'Université,

Lycée du Taaoe, **Thierry Nhun-Fat**, Docteur de 3e cycle en Statistiques, Responsable du département Études

et Programmation au Service du Tourisme, **Jean-Marc Pambrun**, Maître en Sciences sociales et Sciences humaines,

Directeur du Département des Traditions du Centre polynésien des Sciences humaines,

**Jean-Marius Raapoto**, Titulaire d'un D.E.A. en Phonétique, Conseiller à l'Assemblée territoriale,

**Francis Rougerie**, Licencié et D.E.A. ès Sciences, O.R.S.T.O.M., **Bruno Saura**, Titulaire d'un D.E.A. d'Études politiques,

**José Wild**, Licencié de Géographie, ancien élève de l'École pratique des Hautes Études, Consultant.

Conception et production : **Christian Gleizal**

Maquette et coordination de la réalisation technique : **Jean-Louis Saquet**

Assistante de production : **Catherine Krief**

Illustrations et cartographie : **Catherine Visse et Jean-Louis Saquet**

Nous tenons à remercier particulièrement pour leur précieuse collaboration Messieurs Yannick Amaru, Bureau de la Programmation, Mission d'Aide financière et de Coopération régionale, Haut-Commissariat ; Gérard Baudchon, Directeur, et Emile Bruneau, Adjoint, Institut territorial de la Statistique ; Théodore Cérans-Jérusalem, Secrétaire général de l'U.S.A.T.P. ; M. Dupuy, Chef du Service de l'Aménagement du Territoire ; Jean-Paul Le Caill, Directeur de l'Office territorial de l'Habitat social ; J.-P. Petitjean, B.E.T.P.E.D., Vice-Rectorat ; B. Teissier, Chef du Service de l'Inspection du Travail et des Lois sociales ; Simako Yon Yuc Chong, Directeur adjoint de la Caisse de Prévoyance sociale.

L'iconographie de ce volume a été rassemblée grâce à l'aide qui nous a été apportée par :

à l'O.P.A.T.T.I. : Christian Vernaudeau, Directeur général, Patrick Robson, Directeur des Relations publiques, Hyacinthe Cao, photographe au Service de l'Information et des Relations avec la Presse de la Présidence du Gouvernement ; Philippe Guesdon, Chef du service, Roland Gloaguen, adjoint, Gilles Hucault, photographe ; au Service des Archives territoriales : Pierre Morillon, Chef du service ; à l'Office territorial de l'Action culturelle : M. Stein, Directeur, Mme Do Carlson ; à la Société des Études océaniques : M. Paul Moortgat, Président du C.A. ; le Musée de l'Homme ; le Bishop Museum ; la Mitchell Library.

**Photographies** : J.-Cl. Bosmel, J. Bouchon, H. Cao, D. Charnay, D. Darqué, M. Folco, G. Hucault, Ch. Pinson, Cl. Rives, A. Sylvain, B. Vannier, G. Wallart, P. Zarlenga, T. Zysman.



AM  
POL

03 JUL. 1990

CHRISTIAN GLEIZAL / MULTIPRESS

18.231 vol. 9